

Elias, bien plus que de la délinquance

écrit par Pierre Duriot | 30 janvier 2025



Des roses blanches en hommage à Elias ont été déposées devant le collège Montaigne à Paris où il était scolarisé. L'adolescent de 14 ans est mort samedi 25 janvier après avoir été attaqué la veille au couteau par deux mineurs qui voulaient son téléphone portable. (LP/OLIVIER LEJEUNE / MAXPPP)



Des roses blanches en hommage à Elias ont été déposées devant le collège Montaigne à Paris où il était scolarisé. L'adolescent de 14 ans est mort samedi 25 janvier après avoir été attaqué la veille au couteau par deux mineurs qui voulaient son téléphone portable. (LP/OLIVIER LEJEUNE / MAXPPP)

Tant que l'on n'est pas les parents d'Elias, de Thomas et de nombreux autres jeunes gens, on peut toujours croire à la fable du vivre ensemble qui à l'évidence et pour de très nombreux Français qui sont « au contact », est une pure construction idéologique. Et les partis, tous autant qu'ils sont, y compris ceux que l'on catalogue à « l'extrême droite », n'ont pas forcément une vision adaptée du phénomène. Au RPF, quand nous demandons des statistiques ethniques de la délinquance, c'est pour avoir un profil plus juste de la majorité des agresseurs, lequel ne fait désormais plus aucun doute, les téléspectateurs sachant pertinemment que quand on n'en dit rien c'est que c'est celui auquel on pense. Mais également, il faut que la statistique ethnique s'intéresse au profil majoritaire chez les victimes, qui est lui aussi, toujours le même, même si cela apparaît moins comme évident.

Avec Elias, on retombe dans le cas de figure habituel, avec ces deux adolescents de 16 et 17 ans qui avaient déjà été mis en cause en octobre dernier pour des faits de vol avec violence et avaient interdiction d'entrer en contact. On notera au passage que pour ces jeunes là, la responsabilité parentale ne semble pas exister, là où avec un adolescent de bourg de province, la responsabilité parentale est le premier argument entrant en ligne de compte. Ces deux mineurs incriminés ont été décrits à la police comme suit : pour celui de 16 ans : *1,80m environ, de forte corpulence, de « type africain », cheveux « courts crépus »*. Pour celui de 17 ans : *1,75m environ, de corpulence mince, de « type antillais », cheveux « dread court »*. Ils traînaient donc, vers 20 heures, sans motif précis, donc sans surveillance de leurs parents, à une heure où ils auraient dû être à table avec eux. Leur victime rentrait d'un entraînement de foot : normal. Pour couronner le tout, ils sont déjà connus de la justice, les deux avaient été mis en cause

en octobre pour des faits de vol avec violence et avaient interdiction d'entrer en contact. Ils devaient comparaître devant le tribunal pour mineurs en juin. Preuve de l'inutilité de ces mesures, comme le souligne Retailleau, qui ne sont pas appliquées en toute liberté.

La presse emploie une drôle de rhétorique, expliquant qu'Elias a « refusé de donner son téléphone portable », comme l'écrit Le-Monde et comme le ressasse France-Info, insinuant par là même qu'Elias serait responsable de sa mort, sous entendu, s'il avait donné son téléphone sans discuté, il serait encore en vie, ce qui n'est même pas sûr. Ils vont bientôt expliquer que les femmes se font violer pour avoir « refusé d'être consentantes »... Comment peut-on laisser des médias user de ce genre de dialectique sous entendant que la « bonne attitude », face à ce type d'agresseurs, serait de donner ce qu'on possède, parce qu'on est coupable de posséder, ou parce que leur statut de « victime du racisme systémique » justifie qu'on leur donne ? Et la même presse enchaîne : Elias est mort « d'un coup de couteau fatal à la clavicule droite »... comme si pouvait mourir d'un coup de couteau dans la clavicule... il a sans doute, plutôt été égorgé. De cela on peut mourir.

C'est le croisement des profils systématiques des agresseurs et des victimes qui fait pencher la balance vers une option allant bien au-delà de la délinquance, à savoir que ces agressions et meurtres à répétition entrent dans le cadre plus global d'une guerre qui est menée à la population d'origine sur son sol, avec une nébuleuse aux contours flous englobant de nombreux incendies ou dégradations de symboles de l'autorité de l'État, incendies et dégradations encore de monuments religieux et ciblage permanent des populations autochtones par des gens qui, bien que Français, comme le souligne la presse, sont élevés, souvent, dans la

haine du pays de naissance et l'adoration des pays d'origine. Ce n'est donc pas seulement de la délinquance ordinaire, par les profils des agresseurs et victimes, par le mode d'action et par le ciblage permanent. C'est bien, à travers ce fait divers là, dans lequel on ne peut pas non plus exclure la piste antisémite et de très nombreux autres faits divers du même type que l'on peut sans équivoque, parler de guerre larvée de civilisation, de religion, de culture, sans doute un peu des trois que de nombreux intervenants ont déjà évoquée. Un haut gradé de la gendarmerie, Hubert Bonneau, directeur général, a d'ores et déjà averti, à propos de cette délinquance qui est bien plus que cela : « *Notre pays connaît un point de bascule.* » Il appartient donc au pouvoir de traiter comme tel cet ensemble de méfaits et de ne plus les considérer seulement comme une banale délinquance.

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français.